

Vers une démocratie alimentaire : quel périmètre d'un droit à l'alimentation durable ?

Croiser les connaissances de la recherche, de la formation et des initiatives locales concernant l'accès à l'alimentation des familles à petit budget et des personnes en situation de précarité en vue d'une participation concrète à la transition alimentaire.



Objectifs

L'objectif du projet était de produire des connaissances actionnables pour construire ce que pourrait être le périmètre d'un droit à l'alimentation.

Ce projet, centré sur l'organisation d'un cycle de séminaires et de micro-masterclass, prend sa place dans la continuation des travaux menés par l'UMR Innovation sur l'accès à l'alimentation des familles à petit budget. Parmi les obstacles mis au jour par des travaux antérieurs, deux ont fait l'objet des investigations avec l'objectif de les dépasser. Il s'est agi d'une part, de la méconnaissance de l'enjeu de l'accès à l'alimentation par les acteurs du travail social, alors même que le travail social est prescripteur de l'aide alimentaire, et d'autre part, du constat que les étudiants de différentes filières concernés par les problématiques de l'accès à l'alimentation, abordent la question strictement du point de vue de leur objet de formation. Le projet a donc cherché à « transversaliser » la question de l'accès tant du point de vue de la recherche et de la formation professionnelle ou universitaire, que du point de vue des acteurs économiques concernés par cette question. L'ambition du projet a été d'expérimenter la dynamique de transversalisation dans une démarche participative réunissant les chercheurs, les étudiants et les acteurs du terrain (travailleurs sociaux, associations caritatives, de développement territorial, entreprises de l'économie sociale et solidaire).





Résultats scientifiques et pédagogiques

Une analyse juridique finalisée des obstacles à l'application du droit à l'alimentation en France a permis d'ouvrir la piste d'une deuxième branche de la sécurité sociale consacrée à l'alimentation.

La conjugaison des approches expérimentée durant le séminaire au cœur du projet a montré qu'une culture générale de base est nécessaire aux différents publics étudiants pour ensuite se la réapproprier et la traduire dans leur cursus spécifique. Cependant, ce manque de culture générale sur le système alimentaire d'une part et d'une méthodologie systémique d'autre part fait partie du constat pour l'ensemble des acteurs qui ont suivi le séminaire (entreprises, associations, services publics). La transversalisation a constitué un chantier plus important que prévu et la pédagogie « micro-masterclass » s'est avérée particulièrement adaptée pour ce type d'apprentissage. Pour autant les freins sont difficiles à lever, notamment en lien avec le manque de flexibilité des organismes de formation (université, institut de formation) et le peu de prise en compte dans les programmes de ces enjeux de transition compris dans leur transversalité.



Retombées socio-économiques [avérées et attendues]

Deux éléments de la réflexion menée dans le cadre de ce projet ont été repris dans la loi Egalim. Premièrement, le concept de précarité alimentaire plutôt que d'insécurité alimentaire a été retenu et repris dans l'article L266-1 du Code d'action sociale à la suite de la loi Egalim dans son article 61. En outre, la suggestion que les entreprises de l'agro-alimentaire fassent apparaître dans leur rapport de RSE, les actions qu'elles ont menées autour de la précarité alimentaire, est également reprise dans l'article 55 de la loi Egalim qui modifie le Code de commerce - art. L225-102-1 (V).



Productions scientifiques [sélection]

Booth, S., Coveney, J., Paturel, D., 2018. Counter crimes and food democracy: Suspects and citizens remaking the food system, in: A Handbook of Food Crime: Immoral and Illegal Practices in the Food Industry and What to Do About Them / Eds. Gray, Allison, Hinch, Ronald. Gray, Allison, Hinch, Ronald, Bristol, p. 458.

Ndiaye, P., Paturel, D., 2017. La démocratie alimentaire locale – Quel rôle pour les collectivités territoriales ?, in: État du droit, État des droits. Mélanges en l'honneur du Professeur Dominique Turpin / Contributions réunies par Claire Marliac-Négrier, Collection des mélanges du Centre Michel de l'Hospital, PU Droit Clermont-Ferrand, pp. 295-308.

Paturel, D. (coord.), Ndiaye, P. (coord.), 2020. Le droit à l'alimentation durable en démocratie, Éditions Champ Social, Nîmes, p. 242. [[en ligne](#)]



Autre valorisation [sélection]

L'expertise des chercheurs impliqués dans le projet a été mise au profit de la décision publique via leur participation à l'Atelier 12 des États Généraux de l'Alimentation 2017, à l'évaluation du Programme National pour l'Alimentation 2020 ou encore au travers d'un Mandat au Comité Action pour le Débat Public pour le Conseil National Alimentation (déc. 2018-déc. 2019) dans le cadre de l'application de la loi d'avenir de l'agriculture (2014).

Contact scientifique : [Dominique Paturel](#), INRAE, UMR Innovation

Equipes impliquées : [UMR Innovation](#), [Centre de Recherches et d'Études Administratives de Montpellier](#) (CREAM)

Projet soutenu par GloFoodS : DEMOCRALIM, novembre 2017- décembre 2018